

LE PAIN GRATUIT ET L'ÉTAT (suite et fin)...

Qu'en pensera celui qui entrevoit les maux de l'État, sinon indiquer que, fidèle au préjugé de l'État bien-faisant, - on crée un nouveau danger pour parer à un mal de la société actuelle?

En effet, tout l'enseignement de ces dernières années se résume en ceci: - Plus la lutte entre exploités et exploités tombent sous le contrôle de l'État (par les conseils de prud'hommes, l'intervention communale ou parlementaire, le logement communal, le pain quotidien, etc...), moins l'ouvrier aura de chances de vaincre dans la lutte.

Sa seule chance de vaincre, c'est que la grève devienne émeute, que de grève elle se transforme en reprise de possession Et c'est précisément cette chance qui s'évanouit de plus en plus à mesure que l'État ou la commune interviennent dans les rapports entre salarié et patrons.

On en voit déjà les précurseurs. Ainsi, à mesure que l'État intervient dans les rapports entre ouvriers et patrons, il considère de plus en plus le travail de l'ouvrier pour le patron, comme UN DEVOIR PUBLIC.

Nous avons déjà, si je ne me trompe, en France, une loi qui traite de crime l'abandon du travail sur les chemins de fer... Et quant au dernier programme du parti conservateur en Angleterre, il est de légiférer beaucoup pour protéger le travail; mais, en même temps, le but est de placer le travail sous le contrôle absolu de l'État. Si les tribunaux d'arbitrage - organes de l'État - décident contre les ouvriers en grève, l'État devra forcer ceux-ci à reprendre le travail, nous dit John Gorst, le «socialiste» des conservateurs. Et de même partout. - «Tu veux être protégé? En voilà de la protection, mais aussi voilà le fouet pour te maintenir salarié!».

C'est la Convention, fixant le maximum des prix des denrées et réquisitionnant le blé chez les riches, mais frappant de mort les coalitions entre ouvriers. C'est Nicolas-1^{er}, «limitant» les droits des seigneurs sur leurs serfs, pour maintenir l'esclavage qui s'écroulait déjà sous les révoltes des paysans.

Là est le danger de toutes les demi-mesures qui pullulent en ce moment sur le marché politique et figurent dans les programmes socialistes. Et, une fois que nous voyons ce danger, comment pouvons-nous ne pas le signaler?

Remarquons aussi, en passant, que quant aux moyens de réalisation, l'idée de pain gratuit fourni par le *Conseil municipal* nous semble même inférieure au *School-board* anglais.

Les radicaux anglais, en demandant l'instruction pour tous, aux frais de la commune, avaient du moins pris la précaution de remettre cette nouvelle fonction de la commune à un corps spécial, constitué en dehors de l'État. Ils créèrent le *School-board* - un dans chaque commune, corps élu pour l'éducation seulement, et tout à fait indépendant du *Conseil municipal*, quoique touchant tant par tête des impôts communaux. Ils admirent même en principe le volontariat: c'est-à-dire, quiconque prend intérêt à l'éducation peut être admis dans l'organisation scolaire comme inspecteur.

Évidemment, dans la société actuelle, avec les préjugés des masses, et comme d'ailleurs tous les corps élus, les *Bureaux scolaires* anglais sont aussi devenus des nids de bureaucrates et de curés. Mais l'idée qui présidait à leur fondation - corps spécial pour fonction spéciale - l'idée de la séparation des fonctions municipales, était progressive pour son temps. Et c'est pourquoi les *Bureaux scolaires* anglais ont pu immensément réformer l'éducation, et pourraient encore revivre si l'idée du volontariat prenait un plus large développement - si le courant radical ne devenait lui-même de plus en plus autoritaire et centralisateur et n'étouffait toute idée d'autonomie, de groupement volontaire et de fédération

Que ceux qui croient aux réformes parlementaires, ceux qui ne veulent pas travailler pour la révolution et préfèrent répandre les idées communistes sous la forme légale, - qu'eux s'emparent de cette idée de

pain et de logement communaux, nous le comprenons parfaitement. Qu'ils fassent du pain et du logement gratuits une pierre de touche pour juger les opinions de leurs candidats au gouvernement-national et communal, - nous ne demandons pas mieux! Au moins auront-ils fait un pas vers le communisme! Au moins seront-ils conséquents et feront-ils preuve de compréhension en matières économiques. Assez leurrés de chasse après la plus-value, qu'ils s'attaquent, du moins, aux origines mêmes de la plus-value - le manque de pain.

Mais, vis-à-vis d'eux, quelle autre attitude peut prendre l'anarchiste, si ce n'est de dire, qu'en donnant à l'État une nouvelle fonction, celle de nous nourrir, nous ne faisons que renforcer d'autant les moyens, de coercition qu'il possède déjà. Autrement dit: rester anarchistes, et être sûrs qu'en demandant la révolution intégrale contre le capital et contre l'État, nous ferons de plus en plus l'éducation économique, aussi bien des masses que de ceux qui prétendent posséder la science économique. Et qu'en propageant de plus en plus vigoureusement nos idées au sein des masses ouvrières - les seules qui feront la révolution, tous les autres étant intéressés à l'étouffer, - en ne gardant rien pour nous, mais toujours disant toute notre pensée, nous ferons surgir mille propositions de demi-mesures; lesquelles viendront toutes se heurter contre l'État, et forceront les hommes à se gendарmer contre ce dieu du dix-neuvième siècle.

Si nous ne battons pas en brèche cette trinité de Capital, État et Autorité, sous les mille et mille déguisements qu'ils vont revêtir pour essayer de surnager dans la tourmente; si nous n'allons pas les combattre partout, dans l'association, la coopération, le socialisme municipal, la protection du travail et tout le reste, - dans les milieux mêmes où l'on se passionne pour ces palliatifs - qui donc le fera? Qui arrachera le masque aux dieux méchants, d'autant plus méchants qu'ils réussissent mieux à se déguiser?

Pierre KROPOTKINE.
